

Après l'explosion de la centrale de Tchernobyl

CATASTROPHE

ce que les experts vol

L'irradiation s'exporte plus facilement que la révolution. C'est la grande leçon du désastre de Tchernobyl. On boit son lait, on mange son pain avec méfiance. Et si ça arrivait chez nous ? Fabien Gruhier, Bernard Werber et Michel Bosquet expliquent tout ce qu'il faut savoir sur la Grande Peste du XX^e siècle pour avoir peur sans céder à la panique

"Même si l'incroyable devait arriver, les systèmes de contrôle et de sécurité automatiques arrêteraient le réacteur en quelques secondes», affirmait en février le magazine « Soviet Line » — un mensuel soviétique publié aux États-Unis —, dans un reportage consacré... à la centrale de Tchernobyl, considérée comme l'un des fleurons de la technologie socialiste. De toute façon, l'incroyable ne pouvait pas arriver : « Les centrales ont des contrôles sûrs et fiables, elles sont à l'abri de toute défaillance grâce à trois enceintes de sécurité. » Tout juste si Vitali Sklyarov, ministre ukrainien de l'Énergie et de l'Électrification, concédait : « Les risques de fusion d'un réacteur nucléaire sont de l'ordre d'un cas en 10 000 ans. »

Faut-il en conclure que les experts se moquent du monde, ou au moins qu'ils disent n'importe quoi ? Hélas, le rapprochement est peut-être injuste, mais on ne peut pas faire autrement que de comparer : ces déclarations rassurantes des responsables soviétiques avant Tchernobyl, c'est exactement ce que persistent à dire les experts occidentaux aujourd'hui : « La fusion du cœur est très improbable, mais si cela devait arriver, ce serait sans conséquences pour la population, parce que la radioactivité resterait confinée dans les enceintes en béton », déclare Jean Sorel, le directeur de la centrale de Flamanville. A EDF, on af-

irme : « En cas de pépin, il est très facile d'arrêter immédiatement la réaction nucléaire. » Un autre expert ajoute : « On évacuerait la population alentour, mais ce serait pour des raisons psychologiques... »

Notons tout de même une petite différence : en 1979, après l'accident américain de Three Mile Island (Pennsylvanie) — qui n'a fait aucun blessé —, un haut responsable soviétique déclarait : « Les normes de sécurité soviétiques excluent absolument tout risque de fuite radioactive. » En 1986, après la catastrophe soviétique de Tchernobyl, la Nuclear Regulatory Commission de Washington reconnaît officiellement : « Nous avons 45 % de "chances" de subir la fusion d'un cœur nucléaire au cours des vingt prochaines années. »

Et pourtant, on déclare avoir — beaucoup plus que les Soviétiques — des raisons d'être confiant dans nos belles usines atomiques : « Une centrale nucléaire française coûte environ deux fois plus cher qu'une centrale soviétique, dit un ingénieur du CEA, et cette énorme différence s'explique presque exclusivement par les investissements que nous acceptons de consacrer à la sécurité. » En effet, les installations soviétiques paraissent dans l'ensemble beaucoup plus vulnérables (voir encadré, page 91). On peut voir là un curieux effet pervers de la dictature du prolétariat, censée se préoccuper avant tout du bien-être du peuple, au mépris de la rentabilité. Tandis que les capitalistes dépensent des fortunes dans le seul souci de ne pas irradier les prolétaires.

On sait d'ailleurs qu'un très grave accident nucléaire avait déjà eu lieu en URSS, durant l'hiver 1957-1958, dans un dépôt de déchets radioactifs situé près de Kyshtym, au sud de l'Oural. L'explosion aurait fait des centaines de victimes. Une zone de plusieurs centaines de kilomètres carrés a ainsi été stérilisée pour des siècles. Entourée de barbelés, elle avait été photographiée en 1984, lors d'une mission de la navette Challenger. Conclusion : les deux seuls véritables désastres nucléaires, Kyshtym et Tchernobyl, ont eu lieu en URSS. Difficile de voir là un simple hasard.

Seule explication : le rôle de l'information. A l'Ouest, les contestataires et les écologistes peuvent s'exprimer, protester, manifester. Ils constituent un contre-pouvoir, exigent communication des dossiers, conduisent l'opinion publique à faire pression pour obtenir des

mesures de sécurité. A l'Est, c'est l'opacité absolue, aucune information n'est diffusée. On n'avoue une catastrophe que quand on ne peut plus faire autrement. « La catastrophe de Tchernobyl est une horrible démonstration par l'absurde, dit un haut fonctionnaire français du ministère de la Défense. Dans les technologies de pointe, il est évident que la transparence et l'information libre font partie intégrante de la sécurité, plus encore que les mesures techniques de protection — lesquelles ne sont pas prises si l'opinion n'est pas en mesure de les exiger. »

Pourtant, cet idéal de libre circulation de l'information n'est — il s'en faut — pas toujours appliqué. Ainsi, l'hebdomadaire britannique « The Observer » révélait, le 4 mai, qu'une légère fuite de gaz radioactif avait eu lieu le

Contrôle de radioactivité en Allemagne de l'Est après l'acci-



Régis Bressi - Sygma

NUCLEAIRE

s cachent

31 mars dernier dans une centrale du Kent, à Dungeness. L'incident avait été soigneusement tenu secret, malgré les proclamations de « transparence » des autorités nucléaires anglaises. Autre exemple : on vient d'apprendre qu'un producteur d'électricité du Mississippi avait truqué certains dossiers techniques, pour tenter d'obtenir l'autorisation de mettre en marche un réacteur nucléaire non conforme aux règlements américains.

C'est sans doute pourquoi les responsables occidentaux, tout en affirmant que d'énormes précautions sont prises, laissent discrètement entendre de-ci de-là qu'ils se préparent quand même au pire, pour le cas où... Le SCPRI — Service central de Protection contre les Rayonnements ionisants — a refusé de publier les taux de radioactivité mesurés sur la France

suite au désastre de Tchernobyl. Mais il a éprouvé le besoin de révéler qu'il disposerait bientôt d'un wagon spécial, bourré d'électronique et d'informatique, pour contrôler les populations dans d'hypothétiques régions irradiées. Ce wagon — « *unique au monde* », dit le professeur Pierre Pellerin, directeur du SCPRI — pourrait être acheminé rapidement n'importe où. Il permettrait d'examiner 5 000 personnes par jour, pour détecter d'éventuelles pollutions radioactives.

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz réclame un « *renforcement des procédures* », et un accord international sur « *les normes à adopter dans l'éventualité d'un accident* ». Haroun Tazieff, pour la France, demande la création rapide d'un « *secrétariat à la Défense civile* ». Les écologistes américains

exigent que l'on enferme à grands frais dans une coque de béton les cinq réacteurs militaires dépourvus d'enceintes de confinement — au contraire des cent et quelques centrales civiles du pays. Le sommet de Tokyo se penche sur le problème... Bref, en Occident, on nous répète qu'il n'y a « *aucun danger* », et en même temps on redoute le pire désastre.

Ainsi, on nous affirme que les doses de radioactivité échappées de Tchernobyl, dans le fameux nuage qui rôde au-dessus de l'Europe de l'Ouest, sont ridiculement faibles, « *sans aucun danger* », très inférieurs aux niveaux inquiétants. Mais aucun biologiste ne croit à l'existence d'un seuil en dessous duquel un rayonnement ionisant, si infime soit-il, serait totalement dépourvu de conséquences. « *Du moment qu'une seule particule, heurtant un gène, peut provoquer un cancer, il faut conclure qu'un millionième de la dose jugée dangereuse entraîne un risque un million de fois moindre — pas un risque nul* », dit Bernard Cohen, de l'université de Pittsburgh.

Les gouvernements européens qui ont pris diverses mesures concernant la consommation des légumes et du lait (potentiellement irradiés) ne sont donc pas forcément victimes d'une paranoïa : même en doses minimales, il n'y a pas de « bonne » radioactivité. Il est certain, de toute façon, que la catastrophe de Tchernobyl fera encore des morts dans cinq, dix, vingt, trente ans... Par cancer et leucémie. Sous l'effet, notamment, de la pollution par le krypton 85, l'iode 131, le césium 137, le baryum 140, etc.

Elle aura bien d'autres conséquences, incalculables : chute de la production électrique de l'URSS (qui a arrêté toutes ses centrales type Tchernobyl), récoltes gaspillées, spéculations boursières, perte de confiance dans la technologie, frayeur des populations, etc. La France, qui détient le record du monde avec 65 % de son électricité tirée de l'atome (contre environ 15 % aux Etats-Unis ou en URSS), doit se sentir particulièrement concernée.

Car, n'en déplaise aux experts si rassurants, l'énergie nucléaire repose sur un pari. C'est un risque calculé, certes. Mais il y a aujourd'hui 374 centrales dans le monde. Alors une certitude : le désastre se reproduira.

FABIEN GRUHIER ●

le de Tchernobyl

